

L'ALGÉRIE DANS LA VOIE DU SOCIALISME

La république algérienne face à ses responsabilités

PAR HOUARI BOUMEDIÈNE

La deuxième conférence afro-asiatique, qui doit se tenir bientôt dans notre capitale, est pour le peuple algérien un honneur redoutable et un vivant témoignage de confiance et d'estime dont il ne manquera pas de se montrer digne et fier. Pour l'Algérie, ces assises constituent une consécration éclatante de son héroïque lutte pour l'indépendance.

Dix ans après Bandoung, ce geste international engage et situe plus que jamais l'action de l'Algérie sur le plan de la politique extérieure. Bien avant qu'il n'accède à l'indépendance, notre pays avait une nette conscience de ses responsabilités envers les peuples engagés comme lui dans la lutte contre le colonialisme, envers les petits pays soucieux de préserver leur liberté et d'assurer leur promotion économique. Huit années de guerre, durant lesquelles le peuple algérien avait donné le meilleur de lui-même, n'avaient contribué qu'à le tremper pour poursuivre une action dont l'orientation et les objectifs s'étaient précisés dans le feu même du combat. Mieux que d'autres, il est à même de communier avec les peuples dépendants et de faire écho à leurs aspirations nationales. C'est pour lui un devoir que de leur témoigner en toutes circonstances une sollicitude active.

Mais les motivations de l'action de l'Algérie en faveur du « tiers monde » ne sont pas uniquement sentimentales. Son intime conviction que la liberté – comme la paix – est une et indivisible lui commande de soutenir toutes les causes justes, toutes les formes de lutte anti-impérialiste, où qu'elles puissent se manifester. La domination colonialiste et impérialiste dans le « tiers monde » ne constitue assurément ni un garant de paix ni une source de prospérité. Les pays d'Afrique et d'Asie ne sauraient continuer indéfiniment de servir d'enjeu aux rivalités des grandes puissances, notamment industrielles. La première conférence des peuples afro-asiatiques qui s'est tenue voici dix ans à Bandoung a fait ressortir, pour mieux le dénoncer, le lien de cause à effet entre la domination étrangère et la tension politique internationale. Depuis, la communauté des nations s'est enrichie de nouveaux membres ayant pu restaurer leur souveraineté. Leur nombre, bien qu'appréciable, demeure malheureusement insuffisant au regard de celui des autres peuples encore privés de leur souveraineté. L'une des tâches – et non des moindres – de la solidarité afro-asiatique est de soutenir activement leurs efforts d'émancipation nationale : en Palestine comme en Angola, au Zimbabwe comme en Afrique du Sud, etc.

L'indépendance politique ne saurait cependant constituer une fin en soi, car, privée de bases économiques, elle est aussi précaire que vaine.

Le « tiers monde » en fit, hélas ! l'expérience à ses dépens. Le séminaire afro-asiatique, qui s'est tenu l'hiver dernier dans notre capitale, l'a amplement démontré. Les prochaines assises, à Alger, du Mouvement afro-asiatique de solidarité ne manqueront pas d'en débattre et d'en dégager les voies et méthodes susceptibles de consolider économiquement les indépendances politiques de ses membres.

La solidarité agissante pour la promotion économique doit constituer de plus en plus l'impératif catégorique des peuples sous-développés, elle ne doit pas être retardée, encore moins entravée sous

aucun prétexte. Dans un monde livré aux hégémonies industrielles, comment le « tiers monde » peut-il, avec une économie dominée et en ordre dispersé, ambitionner de jouer le rôle légitime qui lui revient ? Il est nécessaire pour l'équilibre mondial que disparaisse ce paradoxe du siècle ; les peuples les plus nombreux habitant les territoires les plus vastes et les plus riches en ressources naturelles assument dans la politique internationale et à leur corps défendant le rôle le plus effacé et le plus contesté. Mais le « tiers monde » pourrait connaître un avenir politique certain s'il savait se ressaisir, analyser ses faiblesses, résorber ses contradictions, en un mot prendre conscience de sa puissance véritable : il pourrait alors cesser d'être un enjeu international pour constituer un faisceau de forces agissantes sur la scène politique mondiale.

L'Algérie, pour sa part, a toujours flétri au sein des instances internationales l'iniquité patente des rapports économiques mondiaux conçus et mis en place au mépris des intérêts vitaux du « tiers monde ». Chaque fois que l'occasion s'en présente, elle plaide pour une refonte totale de ces rapports afin qu'ils répondent aux impératifs légitimes de développement des pays pauvres. L'Algérie est intimement persuadée que sa politique extérieure n'a de chance d'aider efficacement les peuples dépendants et sous-développés que si sa politique intérieure est résolument constructive et féconde. C'est là une nécessité attestée par l'histoire.

Le Mouvement du 19 juin n'avait d'autre ambition que de permettre au pays de réunir les conditions politiques et économiques sans lesquelles il ne saurait remplir ses obligations, non seulement envers lui-même mais aussi envers les peuples du « tiers monde » et de la communauté internationale en général. La politique naguère suivie par le défunt pouvoir avait accumulé une masse impressionnante d'initiatives incohérentes et confuses : des mesures économiques et politiques parfois d'importance s'annulaient les unes les autres, par manque total d'appréciation objective des situations ; ce qui importait, en fait, c'était l'effet spectaculaire du moment. Le pays en supportait malheureusement les frais, qui n'étaient pas minimes...

Le pouvoir révolutionnaire, en mettant un terme à cette politique dont les effets démagogiques à l'intérieur et à l'extérieur commençaient à entamer profondément le prestige accumulé par l'héroïsme de notre lutte de libération, entend engager le pays dans des voies réalistes qui ne souffrent ni d'affabulation ni de mystification. Le peuple algérien, pas plus que les peuples frères d'Asie et d'Afrique, ne mérite qu'on le paie de mots et de promesses fallacieuses. Une politique de vérité permanente n'est-elle pas le meilleur garant de l'efficacité de l'action aussi bien intérieure qu'extérieure ? L'édification d'un pays neuf n'est pas une entreprise dont on peut s'acquitter par des discours, aussi floteurs soient-ils pour l'orgueil national.

Comme naguère dans son combat pour l'indépendance, l'Algérie entend d'abord compter sur elle-même, c'est-à-dire sur ses hommes, ses ressources et ses institutions. Ce faisant, elle accroît ses moyens de se soustraire de plus en plus à l'économie tentaculaire de l'impérialisme. Mais en aucun cas elle ne saurait dissocier son propre effort d'émancipation économique de celui des autres peuples d'Afrique et d'Asie, car les données politiques du sous-développement sont fort semblables. Si les modalités de développement varient d'une latitude à l'autre des deux continents, il demeure que l'indépendance politique en pays du « tiers monde » ne peut atteindre ses dimensions véritables que si elle dépasse le cadre juridique où l'égoïsme néocolonialiste s'évertue à la figer. Il est plus que jamais nécessaire, pour les peuples déshérités, de se concerter aussi fréquemment que possible et de conjuguer leurs efforts afin d'accroître et de renforcer les voies et moyens de leur émancipation économique.

C'est dire l'importance politique que revêtira le prochain rassemblement des peuples afro-asiatiques. Consciente de l'intérêt de ces assises pour l'avenir de l'humanité, l'Algérie, qui n'a pas ménagé ses efforts pour assurer leur succès, s'apprête à apporter, le 5 novembre, sa contribution entière et manifester sa solidarité totale.

HOUARI BOUMEDIÈNE

On s'arrête, on réfléchit



« Le Monde diplomatique » ambitionne de faire vivre un journalisme affranchi des pouvoirs et des pressions. Une liberté qu'il doit essentiellement à ses acheteurs et abonnés.

Abonnez-vous

Mot clés: Conférence de Bandung 1955 Colonialisme Impérialisme Indépendance Algérie Tiers-monde